

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 BOURGES

Bourges, le 10 mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LES SABLIERES DE LA PERCHE - Carrière

PB 143 La Prune
Ceaulmont
36200 Argenton-sur-Creuse

Code AIOT : 0010016226

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2023 dans l'établissement LES SABLIERES DE LA PERCHE - Carrière implanté La Saulzie - La Grande Saulzie 18200 La Perche. L'inspection a été annoncée le 03/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES SABLIERES DE LA PERCHE - Carrière
- La Saulzie – La Grande Saulzie 18200 La Perche
- Code AIOT : 0010016226
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SARL les Sablières de la Perche exploite une carrière à ciel ouvert de sables et graviers située aux lieux-dits « la Saulzie et la Grande Saulzie » sur le territoire de la commune de La Perche. L'exploitation est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2014-DDCSPP-170 du 23 décembre 2014, pour une durée de 28 ans. La production moyenne autorisée est de 36 000 tonnes/an avec une production maximale autorisée de 50 000 tonnes/an. La superficie autorisée est de 49 ha 45 a 66 ca pour une surface exploitable de 31 ha 33 a 62 ca.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- conduite de l'extraction : extraction en eau,
- gestion des déchets résultant du fonctionnement de la carrière,
- contrôles par des organismes extérieurs : pesage, installations électriques, poussières,
- surveillance sonore : mesures périodiques,
- suivi annuel d'exploitation,
- état des stocks de produits – registre.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conduite de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 2.3.4	/	Sans objet
5	Conduite de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 2.3.6	/	Sans objet
7	Surveillance des émissions et de leurs effets	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 9.4.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Conduite de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 2.3.7	/	Sans objet
3	Conduite de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 2.3.8	/	Sans objet
4	Gestion des déchets résultant du fonctionnement de la carrière	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 5.1	/	Sans objet
6	Surveillance des émissions et de leurs effets	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 9.2.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conduite de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 2.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Extraction en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les extractions en nappe alluviale ne doivent pas faire obstacle à l'écoulement des eaux superficielles. Le pompage de la nappe phréatique est interdit. L'extraction a lieu à une profondeur maximale de 5 m par rapport au niveau naturel des terrains. Le cote minimale du fond de fouille ne descend pas en dessous de 153 m NGF.
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un plan d'exploitation à jour permettant de vérifier la cote du fond de fouille.
Observations : Lors de la visite du 22 février 2023, l'inspection n'a pas pu vérifier que la cote minimale du fond de fouille n'est pas dépassée. L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que le relevé topographique du site a été réalisé en janvier 2023 par un géomètre. L'exploitant est dans l'attente de la transmission du plan orienté. L'inspection a constaté que l'extraction ne fait pas obstacle à l'écoulement des eaux superficielles et l'absence de pompage de la nappe. L'exploitant transmettra le plan orienté d'exploitation de la carrière à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conduite de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 2.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des crues
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les terrains pouvant être submergés en période de forte crue, les stockages de matériaux doivent être disposés de façon à ne pas gêner l'écoulement des eaux. Les produits susceptibles de polluer les eaux superficielles doivent pouvoir être retirés du site dans des délais compatibles avec l'annonce de crue.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Lors de la visite du 22 février 2023, l'inspection des installations classées a constaté qu'aucun produit susceptible de polluer les eaux superficielles n'est présent sur le site. L'inspection a également constaté qu'aucun stockage de matériaux n'est disposé de façon à gêner l'écoulement des eaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conduite de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 2.3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles par des organismes extérieurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'entreprise doit disposer sur le site de la carrière d'une bascule et d'une comptabilité précise des quantités extraites et vendues. Des organismes agréés doivent procéder à des contrôles réguliers portant notamment sur : <ul style="list-style-type: none">- les appareils de pesage,- les installations électriques. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Aucun appareil de pesage n'est présent sur le site de la carrière. Les matériaux extraits sont transférés sur l'installation de traitement à l'aide d'une bande transporteuse. Lors de la visite du 22/02/2023, l'exploitant a indiqué à l'inspection que les installations électriques ont fait l'objet d'un contrôle le 6 juillet 2022 par la société Métro plus de Frépillon (agréée Cofrac). L'inspection a consulté le rapport de contrôle et a constaté l'absence de non-conformité pour le site de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion des déchets résultant du fonctionnement de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets résultant du fonctionnement de la carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ;- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ;- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à [a gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines où carrières. Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
Constats : Conforme
Observations : Lors de la visite du 22 février 2023, l'exploitant a présenté le plan de gestion des déchets résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan mis à jour en août 2021, a été transmis à l'inspection. L'inspection a constaté que le plan de gestion des déchets résultant du fonctionnement de la carrière de La Perche contient tous les éléments nécessaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Conduite de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 2.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Etat des stocks de produits - registre des sorties
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant le nom du destinataire, la date du prélèvement, le type et la quantité de matériaux extraite, le mode de transport utilisé pour l'acheminement des matériaux et s'il y a lieu, le nom de la société extérieure réalisant le transport. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Un bon de sortie dûment complété et signé par la personne en charge du registre est joint au registre.
Constats : L'exploitant ne dispose pas de registre des produits sortant de la carrière.
Observations : Lors de la visite du 22 février 2023, l'exploitant a indiqué à l'inspection ne pas disposer de registre des produits sortant mais d'utiliser des bons de sortie. L'exploitant mettra en place un registre des produits et transmettra un justificatif à l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Surveillance des émissions et de leurs effets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 9.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique est effectué dans les 6 mois suivants la notification du présent arrêté puis périodiquement tous les 3 ans et dès lors que les circonstances l'exigent (notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées). Ces mesures sont effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ces contrôles sont effectués par référence au plan joint en annexe 5 du présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Lors de la visite du 22 février 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de mesures de bruit dans l'environnement réalisé le 7 juin 2022 par la société COMIREM SCOP de Déols (36). L'inspection a constaté que les mesures de bruit précédentes ont été réalisées en août 2019. L'inspection a consulté le rapport et a constaté qu'aucune non-conformité n'a été relevée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Surveillance des émissions et de leurs effets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 9.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi annuel d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adapté à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage, - les bords de la fouille, - les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, - l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...) des stocks de matériaux et des terres de découvertes, - les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, - le positionnement des fronts, - la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection. <p>Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.</p> <p>Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année {bruit, poussières, eau..), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus- nommé.</p> <p>Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1^{er} février à l'inspection des installations classées.</p> <p>Un exemplaire de ce plan est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées tous les éléments prévus au suivi annuel d'exploitation.</p>
<p>Observations : Lors de la visite du 22 février 2023, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées être en attente de la transmission du plan orienté dont le relevé topographique du site a été réalisé en janvier 2023 par un géomètre.</p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas transmis tous les éléments prévus au suivi annuel d'exploitation pour l'année 2022.</p> <p>L'exploitant transmettra le plan orienté d'exploitation de la carrière à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet